

Région

Recrutement

Pourquoi la Police cantonale bernoise a supprimé son examen de français

Les forces de l'ordre bernoises modifient la procédure d'admission à la formation policière. Un changement en particulier suscite l'attention: examen en langue de Molière supprimé.

Julie Degoumois

Anissa Dennenmoser

Jusqu'à présent, l'accès à la Police cantonale bernoise était conditionné à la réussite d'un test de français et d'un examen de culture générale. Cette exigence sera supprimée dès la prochaine volée de formation. Les candidats avaient pour habitude d'apprendre par cœur quelques phrases dans la langue de Molière pour l'examen, explique Simon Würgler, chef de la formation de base et de la formation d'application de la police cantonale. «Mais cela n'aide pas beaucoup en situation de crise...» C'est pourquoi la police mise désormais sur l'apprentissage du français durant la formation.

Cette suppression a néanmoins provoqué des remous dans le monde politique. Le Parti socialiste estime qu'il existe un risque si les pandores ne maîtrisent plus le français. La députée Maya Weber Hadorn a notamment cité, auprès de TeleBärn, l'exemple d'une situation de violence domestique dans laquelle la police est confrontée à des auteurs ou à des victimes qui ne parlent que cette langue. «Que faut-il faire? Attendre qu'un francophone arrive, n'envoyer que des policiers francophones?» La gauche doute que la langue puisse être apprise de manière suffisante pendant la formation.

S'exercer pour surmonter les barrières linguistiques

Virginie Borel, directrice du Forum du bilinguisme, à Bienne, estime que la situation «n'est pas dramatique». Elle souligne toutefois la nécessité de veiller à ce que le français ne perde pas progressivement sa place. Selon elle, des mesures concrètes doivent être mises en œuvre pour permettre aux jeunes de pratiquer cette langue, par exemple en rendant obligatoires des échanges linguistiques.

Quatre députés de gauche, dont les socialistes biennoises Marie Moeschler et Samantha Dunning, ont toutefois déposé une interpellation au Grand Conseil, début juin, garnie de pas moins de neuf questions. Estimant que, à Bienne et dans le Seeland, «la Police cantonale doit être bilingue», ils demandent notamment au Conseil exécutif de justifier ces décisions, mais aussi «quels critères objectifs seront utilisés pour déterminer l'affectation des policières et policiers dans les zones bilingues et francophones». En sus, ils sont avides de savoir comment le Gouvernement compte s'assurer «qu'après l'achèvement de la formation, les policiers et policières disposent de compétences linguistiques suffisantes».

Les partis bourgeois, en revanche, estiment qu'il n'est pas nécessaire que tout le monde maîtrise le français. «Un policier doit avant tout bien connaître la loi et avoir de bonnes compétences sociales», estime Andrea Gschwend-Pieren, élue

UDC au Grand Conseil. Simon Würgler souhaite non seulement que les Suisses alémaniques apprennent mieux le français dans la pratique, mais aussi que les Romands s'investissent davantage. La police continuera d'évaluer les compétences linguistiques tout au long du processus de sélection. Pendant leur formation, davantage d'exercices pratiques seront mis en place.

Nous ne remarquons pas du tout de Röstigraben.

Les cours communs avec les Romands continueront d'exister, notamment en sport ou lors d'exercices d'endurance. Des tandems linguistiques restent également possibles, mais les élèves germanophones sont beaucoup plus nombreux. «Nous ne remarquons pas du tout de Röstigraben» affirme Simon Würgler. A l'Ecole de police d'Ittigen, par exemple, une véritable vie commune est entretenue entre les élèves.

Simon Würgler est convaincu que le français occupe une place suffisante dans la formation des policiers. Matthias Käser

Image

Simon Würgler est convaincu que l'on apprend une langue lorsqu'on en comprend l'utilité et qu'on peut la mettre en pratique. «J'ai moi-même appris le français à la police. Pas par des cours, mais par la pratique.» Il ajoute que celles et ceux qui le souhaitent peuvent également être affectés à Bienne ou à Gstaad afin d'apprendre la langue sur le terrain.

Moins d'examens, plus de personnel

La suppression de cet examen permet également de réduire la charge de travail. L'épreuve de culture générale est, elle aussi, abandonnée, car jugée non déterminante. «Je continue de penser qu'il est important que nos collaborateurs possèdent des connaissances générales», tempère Marco Blaser, responsable du service de recrutement de la police. «Mais il existe des compétences plus importantes.» Les candidates et candidats doivent déjà réussir un test d'allemand et un de QI. S'y ajoute un test sportif.

Marco Blaser est chargé du recrutement de plus de 100 policières et policiers par an. Matthias Käser

Image

La police doit actuellement recruter davantage, les responsables politiques ayant décidé de renforcer les effectifs. Or, en plus de la disparition de certains examens, les délais de candidature ont été supprimés et les temps d'attente réduits, histoire de rendre la profession plus attractive. En 2025, la police visait le recrutement de 196 personnes, bien que tous les effectifs prévus n'aient pas été atteints. A moyen terme, l'institution vise une représentation féminine de 30%.

Ce qui change

plus d'examen de la deuxième langue

plus d'examen de culture générale

dix procédures de sélection par an au lieu de deux

si une session est complète, les candidats sont
automatiquement reportés à la suivante, un mois plus tard
des réponses plus rapides
l'entretien d'embauche et l'évaluation de la personnalité et des
capacités se déroulent en même temps
des vérifications plus approfondies ne sont effectuées qu'après
l'entretien d'embauche
davantage de volées de formation par an